



Mémoire de
L'ASSOCIATION PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE DU QUÉBEC

Document présenté dans le cadre des consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 28, Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016

Janvier 2015

Table des matières

Introduction 3

L'équilibre budgétaire : constat 3

L'équilibre budgétaire : 3 voies de solutions 4

- **Moins de dépenses**
- **Plus de taxes et de frais**
- **Plus de création de richesse**

Pourquoi notre industrie serait particulièrement profitable au Québec? 6

- **Une industrie naissante**
- **Un double impact**
- **Création d'emplois**
- **Dynamisme régional**

Le Québec : perspectives de développement énergétique 10

Autour de nous 11

- **Au Canada**
- **Aux États-Unis**
- **Outre-mer**

Fonds capital mines et ressources 13

Conclusion 13



Introduction

En matière d'équilibre budgétaire et de réorientation de ses politiques économiques, le Québec actuel est à la croisée des chemins. Trop longtemps, le Québec a sous-estimé les impacts négatifs qu'un déficit budgétaire régulier pouvait engendrer. Résultat, la province se retrouve aujourd'hui dans une position précaire et doit faire des choix très difficiles afin d'assurer son avenir, le respect de ses partenaires et de rehausser la confiance envers elle chez les décideurs économiques et financiers.

Représentant une industrie forte et dynamique, c'est dans cet esprit que l'Association pétrolière et gazière du Québec (APGQ) a volontiers accepté l'invitation d'être entendue devant cette commission aujourd'hui. Considérant que nos activités peuvent tout à fait contribuer à l'amélioration de la situation des finances publiques, il nous fait plaisir de vous faire part de nos réflexions et de nos pistes de solutions.

Bien entendu, notre intervention s'avère d'ordre plus général et ne touchera pas à plusieurs points du projet de loi qui, en outre, concerne une myriade de secteurs d'activité du Québec. Notre objectif est de faire réfléchir sur le rôle de l'énergie dans le développement économique du Québec et d'informer sur comment la production de nouvelles ressources constitue une partie de la solution aux problèmes économiques et budgétaires du Québec d'aujourd'hui.

L'équilibre budgétaire : constat

Le budget du Québec est chroniquement déficitaire depuis des années¹. Des chiffres détaillés du déficit sont présentés chaque année par le Ministère des finances, sont aussitôt critiqués par l'opposition, les médias et des groupes de pression, si bien qu'on ne sait souvent plus exactement quel est le niveau exact du déficit. De plus, le changement fréquent des règles comptables fait en sorte que le montant du déficit n'est pas toujours facile à comparer avec les exercices précédents. Enfin, le calcul du déficit au Québec se limite parfois simplement à la comparaison entre les revenus et les dépenses, en omettant les déficits d'autres pans du gouvernement ce qui, à coup sûr, assombri encore davantage la situation².

Peu importe la manière de calculer le déficit québécois, le résultat est le même : la dette augmente d'année en année. Dans son document budgétaire du 4 juin dernier, le ministère parle du « Défi des finances publiques », en mentionnant que l'on fait face à un déficit persistant, que la situation ne s'améliore pas et que le problème remonte à très longtemps. Nous saluons ici la franchise du gouvernement actuel et sa prise de conscience orientée vers l'action.

¹ Évolution de la dette nette du Québec (déficits accumulés). En anglais.

<http://viableopposition.blogspot.ca/2012/05/quebecs-fiscal-situation-necessity-of.html>

² La dette augmente plus vite que les déficits accumulés. CIRANO :

http://qe.cirano.qc.ca/tab/theme/finances_publicques/dette_publique/evolution_de_la_dette_du_gouvernement_du_quebec



L'APGQ reconnaît la situation problématique du Québec et les conséquences d'un déficit chronique sur la capacité des décideurs politiques et économiques de garantir leur liberté de choix à moyen et long terme. Elle salue donc la volonté d'agir au nom d'une stabilité économique et du maintien d'un climat financier favorable, deux composantes essentiels d'une bonne qualité de vie. Notre association s'engage à faire sa part afin d'aider le gouvernement dans ses efforts afin d'améliorer le bilan budgétaire de la province.

L'équilibre budgétaire : 3 voies de solutions

Afin d'améliorer la situation budgétaire, le gouvernement du Québec, comme toute autre administration, a essentiellement 3 pistes de solutions; soit la diminution de ses dépenses, l'augmentation des revenus via la taxation ou l'augmentation de ses revenus par la création de plus de richesse.

a) Diminuer ses dépenses

À ce chapitre, le gouvernement du Québec a entrepris un véritable travail de fond afin de revoir certaines de ses pratiques et d'arriver à une plus grande efficacité de ces procédés et de la délivrance de ses services. Il n'est pas ici le rôle de l'APGQ de commenter les détails des diminutions de dépenses, réelles ou projetées, du gouvernement. Par contre nous suivons les développements de ces diminutions afin de nous assurer qu'elles ne deviennent pas un frein à l'investissement dans des secteurs économiques et industriels névralgiques.

En novembre et décembre dernier, l'APGQ a participé à la vaste consultation sur la révision des programmes dans le cadre de séances touchant l'énergie et l'efficacité énergétique. Notre soutien à une amélioration de l'efficacité gouvernementale est indéfectible et nous entendons y contribuer chaque fois que cela nous sera demandé.

Étant donné que le gouvernement, au Québec, est un prestataire de services direct, la réduction des dépenses a une limite au-delà des améliorations structurelles. Passé une rationalisation et une série de réorganisations, les bénéfices de réduire les dépenses peuvent atteindre des services auxquels les Québécois sont attachés. Nous croyons que la réduction de certaines dépenses est essentielle mais qu'elle ne doit pas être la seule voie empruntée. La rigueur budgétaire est de plus sujette aux aléas des conjonctures économiques, qui peuvent faire grossir l'enveloppe de certains programmes en période difficile.

b) Augmenter ses revenus par la taxation et l'imposition de nouveaux frais

Afin d'avoir plus de revenus, et d'améliorer ainsi son bilan, le Québec pourrait être tenté de hausser ses diverses taxes et frais. D'ailleurs, lors de la baisse de la TPS fédérale, c'est une voie qui a été empruntée par un précédent gouvernement. Le danger de telles mesures est d'augmenter le fardeau fiscal de citoyens qui sont déjà parmi les plus taxés



en Amérique du Nord. De plus, des augmentations de taxes et de frais pour les entreprises peuvent s'avérer catastrophiques pour la création et le maintien des emplois.

Dans le secteur industriel, particulièrement, les entreprises plus mobiles seraient particulièrement touchées par d'éventuelles hausses de frais et cela pourrait avoir pour conséquence leur départ de la province. Le Québec est déjà fortement désavantagé en raison du fait que l'énergie pétrolière et gazière est plus chère ici qu'ailleurs, s'il fallait, en plus, que la taxation leur soit moins favorable, des conséquences économiques graves pourraient arriver.

L'APGQ considère de plus que toute nouvelle taxe ou nouveau frais sur l'acquisition d'énergie pétrolière et gazière serait néfaste pour l'industrie du Québec et, à terme, réduirait les entrées d'argent du gouvernement, tout en augmentant ses dépenses auprès des gens qui auraient perdu leur emploi au sein d'entreprises particulièrement sensibles aux fluctuations de coût de l'énergie.

Pour l'APGQ, si la diminution de certaines dépenses fait du sens, l'augmentation des taxes et frais en fait beaucoup moins, surtout dans un contexte où le niveau de taxation actuel est déjà une faiblesse structurelle de l'économie québécoise.

c) Augmenter ses revenus en favorisant la création de plus de richesse

Pour l'APGQ, la création de richesse est définitivement une voie incontournable à emprunter afin de solutionner à moyen et long terme le déficit structurel chronique du Québec. Au-delà de mesures à court terme qui doivent être adoptées afin de soulager les symptômes, seule une prospérité régulière et durable peut guérir la maladie.

Si l'économie québécoise accroît la production de richesse, le gouvernement en retirera indéniablement de grands bénéfices. Une augmentation de ses revenus par la taxation de l'activité économique de même que des travailleurs y participant aidera sa cause. De la même manière, ses dépenses seront réduites du fait que plus de gens travailleront et dépendront moins de l'aide de l'État. Enfin, l'amélioration du climat de confiance issu d'une meilleure croissance attirera d'autres investissements.

Dans le cas d'activités pétrolières et gazières, un régime de redevances spécifiques peut aussi aider le gouvernement, à condition que le régime ne soit pas un frein en soi à l'activité. De plus, il est important qu'un partage de revenus de production tienne compte des collectivités où la production a lieu.

Les mesures sur les dépenses et la taxation ont des effets à court terme mais le gouvernement québécois doit faire partie de la relance d'un cercle vertueux plus large qui assurera, par son dynamisme, la pérennité des autres activités de l'État.

L'APGQ lance un message clair : pour un dollar qui entre dans les coffres de l'État par la création de richesse, c'est un dollar de moins qui doit être coupé afin d'atteindre l'équilibre budgétaire. Nous sommes convaincus que notre industrie, comme des dizaines d'autres, peut être un partenaire pour que le retour à l'équilibre budgétaire soit la nouvelle donne au Québec. Qui plus est, nous aimerions aider le Québec à faire des



surplus afin de garantir sa stabilité économique et son influence auprès de ses partenaires.

Enfin, une telle création de richesse, qui permet à l'État d'aller chercher des revenus (que ce soit par taxation directe, indirecte ou par redevances) est aussi un mécanisme de redistribution de la richesse nouvellement créée.

Pourquoi notre industrie serait particulièrement profitable au Québec

Une industrie naissante

L'industrie pétrolière et gazière du Québec en est encore à ses premières armes. En fait, la province ne produit actuellement aucun hydrocarbure commercialement. Des découvertes ont été faites et l'exploration continue mais, à toute fin pratique, le territoire est vierge en matière de production. Comparativement à plusieurs juridictions d'Amérique du Nord, presque 100% des ressources pétrolières et gazières disponibles sont toujours dans le sol et n'attendent qu'à être mises au service des ambitions des Québécois.

En conséquence, l'APGQ considère que le développement de la filière pétrolière et gazière de production représente une excellente opportunité pour le Québec. Dès le départ, les zones à plus haut rendement pourraient être exploitées, favorisant d'autant plus les rentrées d'argent pour l'État en lien avec les sommes investies.

Pour aller de l'avant, l'industrie a besoin d'une nouvelle loi sur les hydrocarbures et nous saluons en ce sens l'annonce du 31 mai 2014 faite juste avant le discours du budget par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles. De plus, l'industrie a besoin de connaître les conditions d'opérations qui seront rattachées : régime de redevances, réglementation spécifique, normes, etc. Par la suite, nous pourrons pleinement contribuer à l'essor économique des Québécois et à l'équilibre des finances publiques.

L'avantage de notre industrie est qu'elle présente une excellente perspective de valeur ajoutée pour une province qui veut amorcer sa production. Nous voulons créer une nouvelle industrie au Québec, pas juste faire des ajustements ou revamper de vieux équipements. L'ensemble de la richesse que les entreprises du secteur veulent créer représente presque 100% d'argent neuf! L'APGQ le dit souvent, une bonne partie de la solution aux problèmes du Québec se trouve juste sous nos pieds...

Pour une province qui reconnaissait dans un document budgétaire de 2014 avoir un problème de croissance des revenus, voilà une nouvelle perspective qui devrait être sérieusement considérée. De plus, nous demandons au gouvernement devrait saisir l'occasion afin de réduire la lourdeur bureaucratique imposée aux entreprises de toutes sortes. Cette lourdeur coûte cher et elle est un frein au développement. La réglementation ne doit pas simplement être efficace, elle doit être efficiente!



Un double impact

En plus d'apporter énormément d'argent neuf, le développement d'une industrie pétrolière et gazière aurait un autre impact positif majeur pour le Québec.

Ne produisant aucun de ses hydrocarbures, le Québec doit importer la totalité de son gaz et de son pétrole de l'extérieur. Le Québec exporte certains produits pétroliers, qu'il raffine, mais il est hors de la production, là où ça compte! Étant donné que les hydrocarbures occupent encore plus de 40%³ de la diète énergétique de la province, on peut facilement imaginer à quel point ceci représente une faiblesse stratégique pour l'économie de la province. Bon an mal an, le Québec importe pour 13,7 milliards en hydrocarbures⁴. C'est énorme!

L'étude de SECOR, récemment présentée devant la Régie de l'énergie indique que, seulement pour le gaz, l'augmentation des volumes consommés au Québec sera de 2,5% par année jusqu'au moins en 2030⁵.

Encore aujourd'hui, la production locale d'une ressource aussi essentielle est le meilleur gage de sa disponibilité, de sa qualité et de son obtention à bon prix. Le Québec doit payer des fortunes, chaque année, uniquement pour le transport des hydrocarbures qu'il importe. En plus de le rendre dépendant face aux intérêts des producteurs étrangers cette situation a un coût économique important pour les entreprises et les citoyens de la province. Encore plus, par l'importation massive d'hydrocarbures venant de loin, le Québec contribue à l'augmentation de l'émission de gaz à effet de serre au niveau de la planète.

Et, devinez quoi, comme les profits sont ailleurs, le gouvernement échappe une manne dont il aurait grandement besoin en ce moment.

L'APGQ ne parle pas de solutionner 100% de l'approvisionnement en hydrocarbures du jour au lendemain par une production locale à grande échelle. Notre position est que notre industrie peut rendre le Québec moins dépendant de l'approvisionnement de ses voisins. Pour un gouvernement qui a déjà eu « Maîtres chez Nous » et « Un Québec libre de ses choix » comme slogan, cette perspective ne peut être qu'intéressante. Avec le développement du Plan Nord et de l'industrie du Québec, il est plus que jamais temps de passer à l'action.

En produisant une partie de ses hydrocarbures, le Québec se positionnerait mieux face à ses concurrents et partenaires, tout en étant mieux positionné pour satisfaire ses besoins, principalement l'hiver, en période de demande de pointe. De plus, le gouvernement pourrait développer une véritable expertise sur la filière afin d'en profiter encore davantage.

Une production locale aurait aussi l'avantage de contribuer à rétablir la confiance des investisseurs et à mettre de l'avant que le Québec est « ouvert aux affaires ».

³ MERN, Consommation d'énergie par forme, <http://www.mern.gouv.qc.ca/energie/statistiques/statistiques-consommation-forme.jsp>

⁴ Chiffre pour 2012. <http://argent.canoe.ca/nouvelles/energie-le-quebec-carbure-au-petrole-et-au-gaz-16042013>

⁵ Étude de SECOR : Estimation des besoins pour la période 2015-2030 en gaz naturel au Québec et offre potentielle du territoire, septembre 2014.



Création d'emplois

Derrière tout projet comme ceux que notre porte notre industrie, il y a des opportunités de création d'emplois. Tandis que l'on se questionne parfois sur les bénéfices en emplois des infrastructures de transport (à tort selon nous, car elles créent de bons emplois stables) la production, elle, ne suscite même pas ce débat. Il est indéniablement reconnu par tous que la production d'hydrocarbures sur le sol québécois engendrerait une importante création d'emplois, proportionnelle à l'ampleur des développements et des projets.

Au-delà des emplois directs, c'est toute une industrie de services qui pourrait être mise à contribution. Les membres de l'Association des fournisseurs de services pétroliers et gaziers du Québec (AFSPG) n'attendent que le début des projets afin de contribuer, d'investir et de créer des emplois.

Le secteur des services de notre industrie peut faire appel à près de 400 corps de métiers différents dont 200 nécessitent une formation de moins de 12 semaines pour être à niveau. L'industrie pétrolière et gazière verse de bons salaires et elle permet aussi d'engager certains travailleurs moins scolarisés et leur donner accès à ces bonnes conditions.

Dans notre industrie, on dit qu'un géologue qui travaille permet à 4 ingénieurs de travailler qui, à leur tour, font travailler 10 autres personnes. Monter une industrie complète demande du temps et de la planification. Mais c'est faisable, au fur et à mesure que les projets se développent. Enfin, on dit aussi que chaque emploi dans la production en engendre une dizaine dans le secteur des services.

Actuellement, environ 5 000 Québécois et Québécoises travaillent dans le domaine pétrolier et gazier en Alberta. Ceci ne compte pas ceux oeuvrant dans d'autres provinces, dont environ 300 uniquement dans les Maritimes, dont les développements ne sont pas beaucoup plus avancés qu'ici en matière de production. Imaginez la richesse qui est produite ailleurs au lieu d'ici par ces travailleurs qualifiés? D'autant plus que l'industrie pétrolière et gazière a des échelles salariales très avantageusement comparativement à la moyenne d'autres industries. De ces travailleurs, un nombre important aimerait bien avoir pu rester ici afin d'y élever leur famille et de contribuer à l'essor de leur coin de pays.

Ici, la Gaspésie, le Bas-St-Laurent et la région des basses-terres du Saint-Laurent pourraient assez rapidement profiter de création d'emploi en lien avec l'industrie des hydrocarbures. Ces endroits bénéficieraient grandement de revitalisation économique. Que ce soit en production directe ou dans le secteur des services, plusieurs excellents emplois seraient créés. De plus, des emplois indirects seraient revitalisés pas l'implantation d'une nouvelle industrie.



Dynamisme régional

Ne nous le cachons pas, certaines régions du Québec traversent une crise économique, perdent des emplois et voient leurs jeunes quitter vers d'autres cieux. Tout comme le gouvernement actuel, l'APGQ considère que le développement régional doit être une priorité au Québec. Il en va du dynamisme de nos collectivités, de leur prospérité et de leur survie économique.

Or, les premiers indices de développement de notre industrie, tant pétrolière que gazière, permettent d'entrevoir une production dans des régions aux prises avec des difficultés économiques et un vieillissement accéléré de leur population. De plus, la production locale de l'énergie permettrait d'approvisionner les régions du nord, qui ont besoin de cette énergie pour prospérer. La production locale crée des emplois dans notre industrie, et elle en sauve aussi dans une myriade d'autres.

La section du projet de loi qui évoque un fonds de développement nordique cadre bien avec la perspective de l'APGQ. Les régions du nord ont besoin d'investissements pour se développer, de même que d'infrastructures particulières solidifiant leur essor. Or, des rencontres faites par l'APGQ auprès de certaines des principales entreprises oeuvrant sur la Côte-Nord et en production industrielle ont permis d'identifier que leurs coûts en hydrocarbures s'élèvent entre 15 et 30% de leurs coûts totaux! Le manque d'approvisionnement de proximité fait mal à ces entreprises et les rend moins compétitives face aux entreprises similaires implantées dans d'autres juridictions. L'énergie a un rôle à jouer dans le développement économique et le maintien des emplois.

À ce sujet, nombreuses sont les entreprises québécoises utilisant du gaz et du pétrole qui ont des besoins particuliers en période de pointe, principalement l'hiver. Dans le domaine du gaz, en période très froide, elles sont soit victimes d'interruptions de service (donc, d'interruptions de productions) soit mises devant l'obligation de se procurer la ressource sur le marché ouvert (spot price) à un prix exorbitant. Une production locale, écoulée intelligemment sur le marché, permettrait d'atténuer ces pics de prix qui font mal à nos entreprises.

Bien entendu, la production n'est pas la seule responsable de cette situation et la production locale n'est pas une panacée universelle. Les limitations du réseau de distribution doivent aussi être considérées. Une production locale permettrait toutefois de mieux s'adapter aux variations nécessaires en approvisionnement.

L'objectif de l'APGQ ici est de vous convaincre du lien fondamental entre énergie et économie. Par extension, vous pouvez facilement faire le lien entre l'énergie, sa production locale, et l'assainissement des finances publiques. En effet, surtout depuis le début de l'ère industrielle, l'apport d'énergie efficace et à bon prix a toujours été un précurseur du développement économique. Si l'économie américaine s'est remise de la crise de 2008-2009, c'est principalement en raison du développement de son secteur des hydrocarbures qui, aujourd'hui, nourrit à faible coût toute son industrie



manufacturière et pétrochimique. Pourquoi ne pas faire de même, du moins en partie, au Québec?

De tout temps, les sociétés prospères ont su compter sur une production de proximité de leurs ressources naturelles et nous souhaitons que le Québec en fasse autant. Mieux encore, l'APGQ croit fermement que le Québec peut le faire, et ce, au bénéfice de tous.

Le Québec : perspective de la future demande énergétique

Bien que la dominante au Québec en matière de production d'énergie soit nettement l'hydroélectricité, l'utilisation des ressources montre un portrait quelque peu différent. Plus de 40% de l'énergie consommée au Québec, tel que mentionné plus haut, est issue des hydrocarbures, surtout le gaz naturel et le pétrole.

Peu importe les projets de développement de l'hydroélectricité actuellement en place, l'avenir à court et moyen terme laisse présager qu'encore environ la moitié de l'énergie consommée ici sera issue des hydrocarbures. La récente baisse des prix ne fera qu'encourager un tel usage.

D'autres sources d'énergie (éolien, solaire, biomasse, etc.) sont en croissance au Québec. Pour l'instant, face à l'hydroélectricité et les hydrocarbures, elles ne font pas le poids. L'APGQ prévoit qu'elles continueront de croître dans le bilan énergétique de la province, mais pas assez rapidement afin de remplacer à court ou moyen terme une des deux sources principales.

Ce faisant, permettre la production d'hydrocarbures au Québec, la réglementer et en tirer profit est logique d'un point de vue financier et économique à long terme. La production d'hydrocarbures au Québec serait aussi avantageuse pour l'environnement, simplement par le fait de la réduction du besoin de transporter l'énergie que nous consommons sur de longues distances. L'exploration pétrolière actuelle est prometteuse et elle va éventuellement contribuer au développement de la province. La découverte de gaz naturel dans les basses-terres du Saint-Laurent, quant à elle, pourrait rapidement contribuer à renflouer les coffres de l'État si elle était mise en production. L'APGQ soutient activement le passage en production de ces deux filières, dans la mesure où les prix du marché le justifient.



Autour de nous

Le reste du Canada

Les succès de l'Ouest canadien en matière de finances publiques ne sont un secret pour personne. Un des éléments de prospérité qui a assuré une stabilité économique demeure le développement de la production et de la transformation des hydrocarbures. Même avec la baisse actuelle de la valeur du pétrole et du gaz, ce secteur demeure deux fois plus important que le secteur de l'automobile qui est le second secteur industriel en importance au pays. Ce succès de l'Ouest canadien profite à tous, en raison des industries connexes et de services liés aux produits du pétrole. Pour le gaz naturel, l'essentiel de l'approvisionnement québécois vient de l'ouest du pays.

Le Québec peut particulièrement s'inspirer du reste du Canada en raison des bénéfices engendrés par les hydrocarbures sur les finances publiques. Au-delà de l'Alberta et des autres provinces de l'Ouest, c'est peut-être Terre-Neuve-et-Labrador qui offre l'exemple le plus frappant. Historiquement une province en difficulté économiquement, Terre-Neuve-et-Labrador est depuis 2008 assez riche pour payer de la péréquation plutôt qu'en recevoir⁶! Ceci a amené une nouvelle fierté économique bien justifiée aux Terre-neuviens et a aussi amélioré leur rapport de force tant face à leurs partenaires économiques qu'au sein de la fédération canadienne. Le Québec, pour sa part, reçoit plus de la moitié de tous les paiements de péréquation au pays⁷.

Bien entendu, le secteur des hydrocarbures a tendance à être cyclique mais, de manière générale, les provinces et juridictions productrices peuvent se servir de la ressource afin de bâtir leur croissance à long terme. Il y a aussi des façons de se protéger du caractère cyclique du secteur des hydrocarbures, par la création d'un fonds de réserve par exemple. Un peu de diversification dans la production de l'énergie au Québec ne peut que faire du bien.

La renaissance américaine

La récession américaine amorcée en 2008-2009 a été surnommée la « grande récession ». Amorcée par une crise hypothécaire et financière, cette récession s'est rapidement étendue à l'ensemble de l'économie. Enfin, l'ensemble des sociétés avancées du monde ont été contaminées dans un tourbillon de récession et, parfois même, de décroissance.

Inutile de vous rappeler l'impact sévère de cette récession sur les administrations publiques et leurs budgets. Le gouvernement fédéral est passé d'un surplus

⁶ <http://www.cbc.ca/news/canada/newfoundland-labrador/have-not-is-no-more-n-l-off-equalization-1.698924>

⁷ <http://www.sunnewsnetwork.ca/sunnews/politics/archives/2013/12/20131217-190323.html>



directement au plus grand déficit de son histoire. Plusieurs États américains ont frôlé la faillite. Au Québec, ce fut la fin des espoirs d'un retour durable à l'équilibre budgétaire pour presque une décennie.

La crise a laissé des traces profondes qui prendront encore du temps à se cicatriser. Par contre, les États-Unis ont pris un virage énergétique leur permettant de panser leurs plaies plus rapidement que certains analystes ne le pensaient⁸. Ce virage a favorisé de nouvelles découvertes d'hydrocarbures, une production augmentée (tant d'hydrocarbures conventionnels que non-conventionnels) et une diversification des zones de production. Des États comme le Dakota du Nord, l'Oklahoma, l'Ohio et la Pennsylvanie, moribonds de la fin des années 1980 jusqu'en 2009 ont connu une croissance fulgurante, basée sur la production d'hydrocarbures.

En fait, l'ensemble du Midwest manufacturier et industriel américain, massacré par les délocalisations, la perte de compétitivité et la crise financière connaît en ce moment une cure de jouvence grâce à la production locale d'hydrocarbures.

Cet exemple est intéressant pour deux raisons. Tout d'abord, la découverte du shale de Marcellus en Pennsylvanie est arrivée seulement quelque temps avant la découverte du shale de l'Utica au Québec. La Pennsylvanie est entrée en production, le Québec ne l'a pas fait. Résultat : en Pennsylvanie seulement, on a créé 240 000 emplois directs et indirects en lien avec la production d'hydrocarbures de 2006 à 2012. Combien au Québec? Je vous laisse répondre...

Ensuite, l'essor de certains États américains permet de démontrer que des provinces ou états peuvent très bien tirer leur épingle du jeu dans le monde du gaz naturel et du pétrole. Nul besoin d'être un géant comme la Chine ou la Russie pour avoir une influence, il suffit d'avoir les ressources et de vouloir pleinement y participer.

Le Dakota du Nord n'a pas de déficit tandis que celui de la Pennsylvanie s'est considérablement réduit depuis 5 ans, malgré d'importantes augmentations des dépenses, en matière sociale notamment.

Outre-mer

Cette section vise à donner des exemples d'États, ou de provinces, qui utilisent la production d'hydrocarbures afin de financer leurs programmes sociaux tout en aidant leur balance commerciale et leur situation budgétaire.

La Norvège dispose d'un fonds souverain incroyable, essentiellement financé à même les revenus issus de ses hydrocarbures. L'Écosse est en voie de devenir une région

⁸ America's Energy Edge : <http://www.foreignaffairs.com/articles/140750/robert-d-blackwill-and-meghan-l-osullivan/americas-energy-edge>



riche pour des raisons similaires. Dans les deux cas, on parle de juridictions ingénieuses et dynamiques qui, bien que n'étant pas de grandes puissances mondiales, trouvent le moyen d'aider leur développement avec leurs ressources.

D'autres pays ou régions évaluent la possibilité de nouvelles productions. La Pologne, la Roumanie et la Bulgarie pour ne nommer que ceux-là sont aussi des petits pays qui s'intéressent à avoir une production locale. Quant à la France, elle est aussi à la recherche d'une manière constructive pour tirer parti de ses ressources en gaz naturel.

Pour l'APGQ, il ne fait aucun doute que le Québec peut améliorer sa situation budgétaire et économique en utilisant la production d'hydrocarbures. Si d'autres le font, pourquoi pas nous? À notre façon, en nous inspirant de ce qui se fait de bien ailleurs, en adoptant les meilleures pratiques, nous pourrions avoir du succès et améliorer notre sort.

Fonds capital mines et ressources

Le présent projet de loi fait état de l'expansion du fonds capital mines et ressources et de son intérêt à investir dans des projets relevant des hydrocarbures. Pour l'APGQ, cette initiative montre bien l'importance de cette nouvelle filière pour le Québec.

Notre association salue les initiatives gouvernementales qui tiennent compte des leviers nécessaires afin d'aider au démarrage d'une nouvelle industrie. Nous estimons par contre que la rentabilité d'une opération ne devrait pas uniquement se faire en raison de la participation financière de l'État. Nous avons toutefois pleine confiance en la gestion des projets actuels et estimons qu'ils sont un gage de succès pour l'avenir.

Conclusion

En terminant, l'APGQ tient remercier la commission de recevoir ce mémoire et d'avoir permis sa participation. Nous comprenons la situation actuelle du Québec et nous pensons sincèrement que notre industrie fait partie de la solution.

Tout au long de notre exposé, nous avons essayé de vous convaincre du rôle déterminant de la production énergétique dans la chaîne économique. Nous espérons que vous partagerez les constats que nous faisons, ainsi que les principaux remèdes que nous proposons. L'APGQ vous invite à sonder l'avis d'autres organisations industrielles afin de vérifier nos affirmations. Vous verrez que tous les secteurs économiques de la province dépendent, d'une manière ou d'une autre, de ce qu'apporte la production d'énergie.



Notre industrie n'attend qu'un vrai signal de départ afin de se mettre au service de la prospérité du Québec et d'ainsi contribuer à notre enrichissement collectif.

